



Extrait du Association pour l'Économie Distributive

<https://www.economiedistributive.fr/Au-fil-des-jours,2449>

Chronique

# Au fil des jours

- La Grande Relève - N° de 1935 à nos jours... - De 1998 à 2009 - Année 2000 - N° 1001 - juillet 2000 -

Date de mise en ligne : dimanche 29 mars 2009

Date de parution : juillet 2000

---

**Copyright © Association pour l'Économie Distributive - Tous droits réservés**

---

## À qui profite l'aide de la Banque Mondiale ?

La Banque Mondiale vient d'annoncer son soutien à un projet d'exploitation pétrolière au Tchad et de construction d'un oléoduc au Cameroun sous la forme de prêts qu'elle accorde à ces pays « dans un effort de collaboration entre la BM, un ensemble de groupes privés et les gouvernements de ces deux pays » et que J. Wolfensohn, son président, qualifie de "sans précédent" parce que pour la première fois dans l'histoire un tel projet inclut un volet qui assure que les revenus qui en seront tirés seront consacrés au développement social, éducation et santé, des populations les plus pauvres.

Ce qu'il ne précise pas, c'est que sur les 8 milliards de dollars de revenus qu'il doit rapporter, 5,7 iront au consortium pétrolier et ses sous-traitants (dont Bouygues). Quant aux risques, dus par exemple à la traversée de nappes phréatiques par l'oléoduc, ils n'entrent pas dans les calculs de la Banque ...

### Faites confiance aux fonds de placements !

Un fonds d'investissement roumain a pris le nom de Banque Populaire. Il a ainsi attiré un grand nombre de petits épargnants ayant l'espoir d'améliorer leurs retraites qu'aucune répartition n'assure. Mais ce fonds ayant pris des risques il est menacé de faillite. La menace est d'autant plus forte que les épargnants veulent récupérer leurs avoirs. Et le 5 juin cette banque si peu populaire fermait ses portes au nez d'une foule réclamant son dû.

On comprend cette foule quand on sait que, 15 jours avant, c'est un fonds mutuel, le Fonds national d'investissement, qui a fait faillite et entraîné dans sa chute les économies de 300.000 retraités et autres malheureux, ruinés du jour au lendemain.

La panique ainsi provoquée s'est propagée aux clients de la plus importante banque du pays, la Banque commerciale roumaine, dont les clients ont demandé ensemble la restitution de leur épargne. Et comme on sait (en tout cas chez les lecteurs de J.Duboin) que les banques s'approprient l'épargne de leurs déposants pour la placer où bon leur semble, et, qu'en plus, cela leur permet de garantir des prêts sans en avoir les fonds, elles ne sont pas en mesure de restituer l'argent confié quand leurs clients le lui demandent tous en même temps.

De plus, en riposte à la fermeture de cette Banque, le FMI a décidé de repousser un prêt prévu de 500 millions de dollars à la Roumanie, ce qui a pour effet de bloquer les fonds réservés à ce pays par l'Union européenne et la BM. Moralité, quand les épargnants mettent en évidence les failles du système bancaire en réclamant leur dû, les autorités financières n'aiment pas, et les font taire.

### Mauvais signe

L'ultra-libéral Alain Madelin chante les louanges des réformes lancées par notre nouveau Ministre de l'économie et des finances [1]... Au cours d'un débat sur France 2, alors qu'il venait d'annoncer que les baisses d'impôts en 2001 seront "sensibles" et profiteront à tous... les contribuables, L.Fabius a été félicité par A.Madelin pour cette mesure «

ni de droite ni de gauche, mais de bon sens ». « Je bois du petit lait » a ajouté Madelin qui craint cependant que Fabius reste « prisonnier de la vieille gauche ». Mais il apporte bien sûr son soutien au projet d'épargne salariale étudié par Bercy : « Moi, je trouve que l'épargne salariale va dans le bon sens. Ce projet est le bienvenu ». Portant le coup de grâce, Madelin salue « l'extraordinaire chemin parcouru par la gauche, interventionniste hier, beaucoup plus libérale aujourd'hui ».

Dans le même ordre d'idées, l'hebdomadaire américain Time vient de publier un gros dossier, en français et en anglais, consacré à la France, sous le titre « Une renaissance française [2] ». Le responsable du dossier, Thomas Sancton, écrit : « à l'aube du XXIème siècle, une nouvelle France prend corps ». Elle ne ressemble plus à l'ancienne : « Privatisation, décentralisation, esprit d'entreprise, multiculturalisme, un État amaigri, des impôts moins lourds, un secteur public moins étendu et, en lieu et place de l'exception française et de ce sentiment d'une mission universelle à accomplir, avec lesquels elle définissait sa place dans le monde, une identité plus collégiale dans le cadre de l'Europe ». Et Sancton assène les preuves de ce qu'il avance : « Jospin a totalement ou partiellement privatisé plus d'entreprises du secteur public que ses quatre prédécesseurs réunis », en témoigne la hausse de la Bourse en 1999. Bien sûr, déplore Sancton, cette conversion au libéralisme se fait "à la française" avec la création des emplois jeunes et les 35 heures... Et voici le comble : c'est un secrétaire national du PS, le sénateur Henri Weber [3], qui dans ce dossier de Time le rassure en précisant que ces deux mesures relèvent moins de l'économie que de la thérapie psychologique : il fallait « traiter une dépression collective ; et ça a marché ; le pays a commencé à consommer, à investir, à faire preuve d'exubérance et de bonheur ». Mais pour Sancton, la "renaissance française" ne doit pas grand-chose aux élites politiques du pays « dépassées et largement décrédibilisées ». Finalement il conclut son dossier en assurant que : « Politiquement et socialement, la France semble adopter un profil qui ressemble de plus en plus à celui de l'Amérique. Sans jamais vouloir se l'avouer bien sûr ».

### Et pourtant...

C'est 2.500 fermiers, éleveurs et propriétaires d'entreprises rurales des États-Unis qui sont allés à Washington pour un « Rally de l'Amérique Rurale ». Ils y ont appelé le Congrès à réformer la loi de 1996 qui a libéralisé l'agriculture américaine.

Ils ont mis en garde contre la prise de contrôle de plus en plus importante des firmes transnationales de l'agrobusiness sur l'offre alimentaire et demandé la mise en place d'une législation anti-trust afin que le Ministère américain de l'agriculture puisse mieux contrôler les fusions et acquisitions [4].

---

[1] Le Monde, 24 mai 2000.

[2] Time, du 5 au 11 juin 2000.

[3] Ex-trotkiste, mais qui méprise les citoyens : « Qui connaît ATTAC et Ignacio Ramonet ? », a-t-il répliqué récemment sur ARTE à une question d'un des participants à l'émission qui soulignait l'éveil d'un nombre grandissant de Français aux problèmes de la mondialisation libérale.

[4] Le Monde, 8 juin 2000.